

Les indigènes Embera de Colombie



Le Chocó en Colombie

Vu d'avion, le département du Chocó, (un territoire de 46 530 km²) limitrophe du Panama au nord est entièrement constitué d'une immense forêt tropicale humide.

La forêt du Chocó est l'endroit où la biodiversité est la plus importante au monde. Il s'agit d'une région stratégique significative, où les intérêts sont différents selon les acteurs armés : exploitation des ressources forestières et minières, cultures intensives (palme africaine), cultures de coca permettant de financer le conflit.

Quibdó, établie au bord du fleuve Atrato, enclavée dans cette forêt tropicale, est la capitale du Chocó avec 120 000 habitants. Tous les villages sont construits en bordure des fleuves. L'implication des civils dans le conflit est sans cesse encouragée. Ils sont victimes du blocus économique, de l'occupation de leur terre, des déplacements forcés, des prises d'otages, des disparitions et des massacres. Les acteurs armés légaux et illégaux (les paramilitaires, forces d'extrême droite et guérillas, forces d'extrême gauche : FARC et ELN) violent ainsi le principe de Distinction du Droit International Humanitaire des Conventions de Genève : il est essentiel de faire la distinction entre combattants et civils pour ne pas impliquer ces civils dans le conflit armé interne.

La fuite, l'expropriation et les violations des droits humains sont le lot quotidien des habitants de la région, otages de ces affrontements. 40% des personnes vivant actuellement au Chocó ont été déplacées et Quibdó accueille à présent 18 000 victimes du conflit. Les conditions d'hygiène et d'assainissement n'existent pas, les droits à l'alimentation, à l'éducation et à la santé ne sont pas appliqués envers la plupart des habitants et surtout pour les minorités ethniques, tels les indigènes Embera (environ 35 000). Tous ces facteurs ne font qu'aggraver les problèmes humanitaires.

Après avoir pris l'avion de Bogota pour Quibdó le samedi 26 mai 2007, le père Jésus Florez Alfonso, dit Chucho nous attend à l'aéroport. Nous avons juste le temps de poser nos sacs chez lui pour partir à Istmina, afin de mettre au point avec le diocèse de cette ville une coordination avec ceux de Quibdó et d'Apartado pour mieux gérer les problèmes provoqués par le conflit auprès des civils. Nous mettons trois heures pour faire 75 km, tant la route est mauvaise et des nombreux check points avec fouilles complètes.

Lors du retour, un appel sur son portable va transformer tout notre agenda pour les jours suivants. Chucho nous explique la situation : la communauté Embera du Chocó avait réalisé une action

symbolique du 23 au 27 avril 2007 devant le siège du Gouverneur du Chocó afin de revendiquer ses droits sociaux et culturels quant à son droit à l'éducation. Cette action avait mené à la conclusion d'un accord entre les communautés et l'Etat colombien. Cependant, vu le manque de volonté politique visant à l'application de ces accords, les indigènes Embera ont établi un blocus sur les deux seules routes qui rejoignent Quibdó : celles de Medellin et de Pereira.

Ce samedi 26 mai 2007, à 7 heures, tandis que les indigènes déjeunaient, les troupes de la brigade mobile anti-émeute (ESMAD) de la police, avec des camions blindés ont brutalement réprimé les indigènes, ont détruit les campements et brûlé les affaires personnelles, ce qui a provoqué une situation de panique vers le petit village d'Aguita. Après ces violences, les indigènes ont dénombré



plusieurs disparus au sein des communautés. Trois enfants seraient apparemment tombés dans le rio San Juan. Les indigènes ont fui les lieux pour se protéger, mais d'autres ont manifesté sur la route près du village de Guarato pour continuer le blocus.

L'ESMAD est intervenu à 14h 30 avec des gaz lacrymogènes, puis a chargé et maltraité avec une extrême violence les manifestants. Au total 22 personnes auraient disparu, dont 14 mineurs et 8 adultes. On a retrouvé plusieurs

vêtements et sacs à dos dans la rivière. Les policiers ont détruit des ustensiles de cuisine, des moyens de communication (téléphones et mégaphones). Ce même jour, deux promotrices de santé du diocèse, présentes auprès des indigènes, ont été détenues pendant 4 heures par la police, qui les accusait de faire l'apologie de la rébellion.

Nous sommes arrivés sur les lieux où se sont produites les interventions armées des forces de l'ordre. Nous avons assisté au décompte des personnes présumées disparues, recensé les affaires personnelles incendiées ou retrouvées dans la rivière et vu les campements détruits. Nous avons accompagné les indigènes dans leurs diverses démarches pour faire reconnaître les disparitions et nous avons insisté afin que des équipes de secours fassent des recherches. Nous avons participé aux nombreuses rencontres entre les Embera et la police, pour comprendre ce qui s'est passé. A un moment, une femme Embera m'a serré dans ses bras en me remerciant d'être là. L'émotion nous



tenaillait l'estomac. Leur douleur était la nôtre. Nous étions tous bouleversés par cette violence qui a provoqué des morts. J'étais révolté et impuissant. Des enfants hagards, perdus dans leurs cauchemars restaient près de nous, j'essayais de les reconforter. Je leur montrais avec tendresse les photos de mon livre et arrivais à les faire sourire un peu.

Nous nous sommes inquiétés de la suite à donner pour la reconnaissance de leurs droits à la santé et à l'éducation entre autres droits économiques, sociaux et culturels. De nombreux indigènes se

plaignent auprès de nous que l'Etat et ses institutions les considèrent comme des animaux et qu'il est donc très facile de ne pas respecter leurs droits fondamentaux.

Le soir, nous sommes restés dans un petit hôtel, car, Chucho estimait qu'il n'aurait pas été prudent de rentrer à Quibdó en pleine nuit après ce qui s'est passé.

Le lendemain nous sommes revenus vers les indigènes et les avons accompagnés dans leurs réunions. Nous avons rencontré la police de Santa Cecilia, afin qu'elle confirme ce qui s'est passé. Les

camions blindés de l'ESMAD étaient là, garés au bord de la place du village, qui fourmillait de soldats. J'ai pu prendre sans risque des photos pour témoigner de ce que j'ai vu. A ce jour, suite à ces violences disproportionnées, il y a deux enfants disparus, trois femmes qui ont avortés et de nombreux blessés. On a retrouvé les autres personnes errantes dans la jungle ou revenues dans leur village après quelques jours.

L'autre route qui va sur Medellin

Le mardi 29 mai 2007, nous sommes partis pour visiter les diverses communautés indigènes sur la route de Quibdó à Medellin. Au check point de Tutunendo, la police nous affirme que le passage est impossible à cause d'un éboulement sur la route. Nous repartons à Quibdó. Une heure de trajet pour faire 20 km sur une piste défoncée. Nous voyons le père Chucho, qui négocie avec le Colonel des Droits de l'Homme de l'Armée nationale basée à Quibdó. Il ne devrait pas y avoir de problèmes. Nous repartons de nouveau à Tutunendo et là, le même discours pour nous dissuader de continuer plus loin. Nous appelons le père Chucho via le seul poste téléphonique du village et il nous demande d'attendre. Il va revoir le colonel des DH. Vingt minutes plus tard, un jeune soldat vient vers nous avec un grand sourire et nous dit qu'il n'y a pas de problème pour continuer notre route vers les communautés indigènes. Le colonel des droits humains a joint directement le commandant du check point. Mentir ne le gêne pas, avec l'aplomb d'une communication qui se veut conciliante et protectrice, mais ce n'est que du bluff, pour nous empêcher de voir les indigènes.

Nous sommes allés directement vers le second lieu du blocus encore effectif. Les forces de l'ordre étaient absentes des lieux, par contre de nombreux postes de contrôle de l'armée étaient établis le long de cette route qui va de Quibdó à Medellin.



Arrivés à la communauté où se passait le blocus, 500 personnes nous ont accueillis chaleureusement. Nous y sommes restés trois jours. J'ai rencontré de nombreuses personnes que j'avais déjà vues en 2005, dont le cabildos (le gouverneur indigène). Il ne m'avait pas oublié, ainsi que d'autres indigènes, heureux de me retrouver.

Mon livre de photographies sur la Colombie a circulé parmi eux et les diverses communautés Embera, que nous avons rencontré les jours suivants. Ce livre reste l'exemple concret de notre travail de sensibilisation que nous pouvons faire en France pour parler des droits bafoués des civils par les acteurs armés légaux ou illégaux colombiens. Nous pensons que notre présence d'observateurs internationaux a joué un rôle : que la police n'intervienne pas sur le lieu de ce blocus, comme elle l'avait fait à Guarato.



Au retour, nous avons visité les communautés El Consuelo, Toldas, la 18 et la 20. Nous avons vu que les écoles et les

points de santé sont dans un abandon le plus total. Les indigènes manifestent pour cet état de fait : l'Etat est responsable de ces droits et se doit de les assumer. Il devrait prendre des dispositions, afin que les populations indigènes ne soient pas lésées dans leur l'accès à la santé et à l'éducation, entre autres Droits économiques, sociaux et culturels.

Istmina et Quibdó : les déplacés

Nous sommes allés à Istmina (diocèse voisin de Quibdó) et nous avons rencontré la « *Commission Vie, Justice et Paix* » du diocèse, qui nous a permis de rencontrer divers déplacés par le conflit tant



chez les afro-colombiens que chez les indigènes pour voir leurs conditions de vie. Celles-ci sont impensables. Certains déplacés vivent dans des caves insalubres de maisons inachevées ou dans des baraquements en bois où les conditions d'hygiène sont déplorables : l'eau, la boue et des déchets font partie de leur environnement.

Par ailleurs, des mégaprojets menacent l'intégrité des territoires collectifs des indigènes et des afro-colombiens. La monoculture de la palme africaine en est un, tenu par les paramilitaires.

Les déplacés savent très bien que cette violence vise à imposer un modèle économique exclusif, un modèle de vie unique. C'est une stratégie contre-insurrectionnelle, appuyée par une politique de la terreur et une dépossession des terres collectives ou individuelles. C'est une main mise sur les richesses forestières, minières et les ressources agro-alimentaires. Une forme de néo-colonisation du territoire.

La guérilla et les paramilitaires ont chassé la population dans les années 1990. Les civils se sont donc entassés dans les villes, mais il reste encore des civils vivant dans leur ville d'origine, qui luttent pour ne pas être obligés de partir. Ils subissent la loi de la guérilla ou des paramilitaires. Les lois et la protection du gouvernement sont inapplicables, du fait aussi de la topographie des lieux trop difficiles d'accès.

Toutes les communautés indigènes ont d'étroits liens avec la terre de leurs ancêtres dont dépend leur survie culturelle. Dans la région nord-ouest de Chocó, plus de 1.700 indigènes Wounaan ont fui leur territoire traditionnel.

Quibdó et les communautés indigènes

Suite à la mission de juin 2007, mon retour dans la Chocó en novembre 2008 me montre que la situation n'a absolument pas évolué, mais a au contraire empiré. Nous sommes restés 3 jours dans la communauté 18, nous avons parlé avec quelques familles, avec le cabildos et à chaque fois les doléances étaient les mêmes : que le gouvernement ne tenait pas ses engagements, que les droits à la santé, à l'éducation, à l'alimentation et au territoire étaient bafoués. Nous sommes partis à la communauté Rio la Playa située à deux heures trente de la communauté 18 à 9h 30 du matin. Lors de la traversée des rios en crue par des gués inondés, nous avions de l'eau jusqu'aux genoux, et nous étions en basket. Nous devions faire en sorte que le courant ne nous emporte pas et de bien suivre le chemin du guide pour ne pas tomber dans des trous d'eau. Puis vinrent les interminables chemins aux boues rouges, jaunes, grises et blanches.

L'argile absorbait nos pieds et le fait de redoubler d'effort pour faire ressortir nos pieds de ces étaux de glaise rendait la marche plus difficile.

Nous traversâmes un pont en planche tenu par des câbles et le guide nous recommanda de bien marcher sur la planche du milieu et non au bord afin de ne pas glisser pour ne pas tomber dans les flots tumultueux. La pluie était incessante. Arrivés au village, malgré nos ponchos, nous étions mouillés par la pluie et par la sueur, car, la chaleur humide était là malgré les épais nuages. Nous arrivâmes à Rio la Playa, une communauté d'une centaine d'habitants. Nous avions un petit moment pour nous reposer et déjeuner (du riz, un morceau de poulet et de l'agua panela), avant la rencontre avec les habitants. Ils étaient réunis dans la maison commune. Après les salutations habituelles et présentations d'usage, les indigènes s'étaient divisés en trois groupes : enfants avec les femmes, adolescents, puis les hommes. Chacun intervenait sur les problèmes propres de la communauté et un rapporteur de chaque groupe nous faisait une synthèse à la fin d'une heure d'atelier. Jean-félix me traduisait ce qui se disait, parfois, je pouvais comprendre certains points évoqués en espagnol, souvent traduit de l'Embera. Pendant les ateliers, j'en ai profité pour faire les photos des groupes et de certaines personnes. Nous suivions les indigènes dans leurs préoccupations qui étaient bien plus importantes que les nôtres.

Aguasal est à 5 heures de voiture de Quibdó et à 7h de marche à pied et à dos de mule sous la pluie tropicale, la boue et les moustiques dans la cordillère.

En ce début d'année 2009, grève générale dans le Chocó

Ce 19 février 2009, le Chocó s'est arrêté. Avec des milliers de personnes mobilisées dans les rues, et des manifestations de soutien dans d'autres départements, les habitants du Chocó ont rappelé au pays qu'ils continuent à être traités comme une des régions les plus oubliées du pays.

Une population de 454.000 personnes (Recensement 2005), des fleuves importants qui traversent sa géographie (San Juan, Atrato, Baudó), porte principale du pays vers le Pacifique, frontière avec le Panama, habitée par des afro descendants et des indigènes des peuples Embera et Waunana, cette belle région colombienne souffre de grands manques en matière de santé, d'éducation, de services publics, de chômage structurel. Et en matière de routes.

C'est précisément le thème des routes qui a réveillé la rage des habitants. Le 4 février, un autobus de l'entreprise « Rapido Ochoa » qui allait de Medellín à Quibdó, et qui se trouvait à un endroit appelé « El Siete », est tombé dans un précipice. Bilan : Plus de deux douzaines de morts, et autant de disparus.

Tragédie qui a déjà eu lieu en d'autres occasions, avec des morts au « goutte à goutte » occasionnées par le risque de circuler sur une voie qui n'arrive pas à son but. « La route de la mort », comme on l'appelle populairement, compte 98 kilomètres qui pourraient être théoriquement parcourus en 3 heures. Heures interminables, au dire de bien des gens, car les tronçons trop étroits empêchent de passer en sécurité et font présager que le parcours peut durer plus de 8 heures.

De longue date... Cette route doit être rectifiée et pavé depuis la moitié du siècle dernier mais, alors que le gouvernement central l'a annoncé à plusieurs reprises, le manque d'argent a empêché que cela se concrétise.



La douleur réveillée par l'accident de début février a obligé le Ministère des Transports à s'engager à assumer la réparation de la route : Cent mille millions de pesos colombiens (35 millions d'€) ont été assurés. Mais toutes les études précisent que ce montant n'arrivera même pas à couvrir les dépenses pour réhabiliter la moitié de la route. C'est pourquoi le cahier des revendications demandait que soient versés 100 % du coût des travaux.

Un problème qui en cache beaucoup d'autres

Les gens du Chocó sont de ceux qui souffrent le plus de l'abandon de l'Etat. Pauvreté, malnutrition, manque d'éducation, de santé, de logement... C'est ce que l'on respire au quotidien dans le département. Année après année, on voit de nouvelles catastrophes, mais c'est toujours la même réponse de l'Etat : Offrir des soins palliatifs pour remédier à des problèmes de fond.

On se souvient du scandale qu'avaient déchaîné les enfants morts de malnutrition en 2007. Les statistiques ont révélé une cruelle réalité : De 2000 à 2005, dans ce département, 235 personnes sont mortes à cause d'anémies et de déficits nutritionnels, dûs principalement au phénomène de la faim. Il s'agissait à 84% de personnes dans un état prévisible de vulnérabilité (enfants moins de 5 ans et adultes de plus de 65 ans). Quelle réponse a été donnée ? Des ressources restreintes.

Cela met en évidence les procédés du gouvernement national. Selon Juan G. Angel, conseiller présidentiel pour le Chocó : « *Le Gouvernement a destiné 2.4 billions de pesos (800 millions d'€) pour le développement socio-économique et la récupération de la viabilité du Chocó. Avec le CONPES 3553 de décembre 2008, les ressources ont été affectées, entre autres, à des programmes de réduction de la pauvreté, d'emploi et de gestion environnementale. Le Département est sinistré en matière de santé, de routes, d'éducation et d'eau potable* »

C'est peu pour tant de besoins. Et l'abandon de la région se manifeste également à d'autres niveaux : Dispute militaire à cause de sa riche biodiversité, pour le contrôle du territoire comme zone pour le trafic de stupéfiants et le commerce d'armes, mais aussi comme territoire pour implanter des mégaprojets comme celui des agro carburants, le vieux projet du Canal Atrato-Truando, avec lequel on suppléerait celui du Panama, et les voies qui intègrent le pays aux projets de l'irsra, comme la route à travers le Tapón del Darién... Projets qui, les uns et les autres, ont coûté la vie d'une multitude d'habitants de la région et qui, aujourd'hui même, sont la raison pour laquelle les paramilitaires font pression sur les communautés frontalières comme celles du Cacarica, situées dans l'Uraba (Chocó).

Un mouvement porteur d'espérance

La mobilisation des habitants de la région a donné des résultats positifs. C'est tard dans la nuit du 19 février que le gouvernement, afin de les démobiliser, s'est engagé à financer à 100 % la route El Siete – Quibdó. Mais il en faudrait beaucoup plus, vu leur détermination (voir le cahier de revendications). On peut en retirer sans aucun doute un enseignement : S'ils agissent comme un seul corps, ils ne peuvent passer inaperçus. Conserver cette unité est fondamental pour obtenir ce qui est demandé, mais pour obtenir également qu'à long terme, les maux structurels dont souffre la région soient une chose du passé.

La longue marche des indigènes de Colombie de Maud Montabone d'Explorer Humanity

Le 21 novembre 2008, sur la place Bolivar de Bogota, Aïda Quilcue, Conseillère Régionale Indigène du département du Cauca (CRIC) déclare : « *l'Etat d'exception n'éteint pas la voix des peuples et le cri de la terre mère* ». En ce jour, environ 25 000 personnes indigènes sont arrivées à Bogota, venues de toute part du pays, constituant la *Minga Indigena* ou *Minga por la vida*. La protestation a eu lieu place Bolivar, face au palais présidentiel, haut lieu de rassemblement des mobilisations sociales en Colombie.



Les différentes communautés indigènes réunies ont réclamé, entre autres, les terres qui leur avaient été promises depuis 1991 sous les mandats présidentiels antérieurs et qui ne leur ont jamais été rendues. La *Minga Indigena* a également lancé un appel d'urgence visant la situation actuelle : assassinats, séquestrations et déplacement forcé causés par les acteurs du conflit armé colombien (FARC, ELN, groupes paramilitaires et force publique du gouvernement), et dont sont victimes les populations indigènes du pays.



De plus, Aïda Quilcue, porte parole de la *Minga*, a demandé la garantie du respect des droits de l'homme et des droits des peuples autochtones respectivement basés sur la Constitution Colombienne de 1991 qui affirme, par exemple, l'autonomie des territoires indigènes (article 286), et sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007. Certaines voix se sont également élevées contre le traité ALCA et le TLC, perçus tous deux comme une menace pour leur autonomie culturelle et sociale, et pour leur unique ressource : la terre.



La *Minga Indígena* a émis des demandes et des objectifs clairs face à la répression de l'Etat Colombien et face au conflit armé. La solution pacifique du conflit armé mettrait un terme aux menaces que subissent les communautés indigènes. La mise en place de politiques publiques en concordance avec la Constitution de 1991 est nécessaire : des institutions viables et des services publics compétents en matière de santé, d'éducation et de logement sont indispensables pour garantir la survie, le bien être et la sécurité des populations indigènes, plus vulnérables.

Au niveau international, il est capital pour la Colombie de reconnaître et de signer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Cela permettrait de créer une meilleure visibilité sur la violation des droits fondamentaux qui a lieu dans le pays aux yeux de la communauté internationale.

En plus de ses revendications qui ont permis de pointer les problèmes de la Colombie, la *Minga Indígena* a montré qu'un modèle de participation active et pacifique pour les mouvements politiques et sociaux était possible. Dans un pays où la mobilisation sociale est difficile et peu présente, la *Minga Indígena* a su réactiver les principes de solidarité, de liberté et d'expression.

(Texte et photos de Maud Montabone Mars 2009)

Violation du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à posséder un accès à des aliments nutritifs et culturellement adéquats, accessibles, produits de manière écologique, et leur droit à décider de la nature de leur système de production alimentaire. Au sein du modèle économique globalisé lié aux intérêts économiques et qui privilégie l'agriculture industrielle, la production d'huile de palme entre en compétition avec la production alimentaire. Toute aussi préoccupante apparaît la contre-réforme agraire qui accompagne ce modèle, dans lequel de grands groupes industriels s'emparent de vastes étendues de terre, approfondissant ainsi l'exploitation des travailleurs, la migration campagne-ville, la pauvreté, les conflits sociaux et les violations des droits de l'homme.

Aujourd'hui plus d'un milliard d'humains souffrent de la faim et de la malnutrition. Le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies estime qu'à cause de la forte hausse des prix des aliments ces dernières années, près de 100 millions de nouvelles personnes se sont vues privées d'alimentation. Les raisons sont complexes. Mais selon un rapport confidentiel de la Banque Mondiale, les agrocombustibles ont provoqué une hausse de 75% du prix des aliments - bien plus qu'on ne l'estimait jusqu'alors. Il y a aujourd'hui consensus parmi les organismes internationaux sur le fait que la demande croissante en matière première pour l'agroénergie est un facteur important. La OCDE est arrivée à la conclusion qu'entre 2005 et 2007 « jusqu'à 60% de l'augmentation du prix des aliments répondait à l'utilisation des céréales et des huiles végétales pour l'industrie des agro-carburants ».

Le modèle agro-industriel provoque une accélération du changement climatique tandis que celui provoque à son tour une baisse de la fertilité des sols et, par conséquent, des famines. L'on peut affirmer que ne pas mettre un frein à cette dynamique revient à augmenter délibérément la faim dans le monde ainsi que les conflits pour la propriété de la terre ; ce qui constitue un crime de lèse-humanité.

Dans le cas de la Colombie, par exemple, la mise en place de méga-projets de palmiers à huile pour la production d'agro-carburant, en produisant un changement accéléré de l'usage des sols, pourrait affecter la souveraineté alimentaire des zones rurales et provoquer le déplacement des grands contingents de population paysanne. Cela se passe déjà dans la région de Curvaradó et dans le bassin de Jiguamiandó.

Les indigènes en difficulté

« Répartis sur de vastes territoires convoités, 84 peuples indiens se retrouvent impliqués malgré eux, dans les conflits. Les indigènes sont les principaux déplacés en raison des combats. » En Colombie, près de quatre millions de Colombiens fuient les zones de combat et sont actuellement déplacés de la violence, parmi eux, les indigènes. C'est pour cette raison, pour demander que les promesses que des différents gouvernements ont fait et qui n'ont pas tenu jusqu'aujourd'hui que les indigènes de Colombie avait marché pendant plus de 40 jours depuis leurs régions jusqu'à la capital Bogota.

Finalement cette Minga Indigène a quitté Bogota après une réunion des représentants indigènes avec des membres du cabinet de ministres colombiens. La rencontre d'autorités a conclu avec la tâche de décider une prochaine réunion entre les indigènes qui sont allés depuis le Cauca jusqu'à Bogota, avec le président Álvaro Uribe.

Une commission mixte de 10 Vice-ministres, plus le directeur de Droits Humains gouvernemental ; le Directeur de la Direction d'Indigènes du Ministère de l'Intérieur ; le Sous-directeur de Planification Nationale, et dix représentants de la Minga a été créée pour cette prochaine réunion. L'Organisation Nationale Indigène de la Colombie (ONIC) a informé dans un communiqué que les ministres ont ratifié la volonté du gouvernement d'effectuer le débat public avec le président Álvaro Uribe et la Minga, bien qu'on n'ait pas informé encore le lieu ni la date de telle réunion.

(Décembre 2008)



OREWA -Asociación de Cabildos Indígenas Embera, Wounaan, Katío, Chamí y Tule del Departamento del Chocó
Unidad, Territorio, Cultura y Autonomía.

Resolución N° 0030 de Junio 2 de 2005, Expedida por la Dirección de Etnias del Ministerio del Interior y de Justicia.

Nit: 900060282 – 1. D.V.

26 Años de Lucha

Les enfants indigènes meurent encore de malnutrition



Enfant de la communauté de Kipara, commune de Lloro, au centre de soins de Bagadó

L'Association de Conseils municipaux Indigènes du Chocó et le Diocèse de Quibdó souhaitent de nouveau alarmer l'opinion publique nationale et internationale sur la grave situation de santé des peuples indigènes dans le Département du Chocó.

L'an passé, en 24 mai 2008, 23 enfants avec leurs mères ont été transférées depuis la Communauté Aguasal jusqu'à Quibdó, avec de graves problèmes de malnutrition. 45 Autres mineurs sont restés dans la Communauté avec la même situation.

Bien que cette urgence soit prise en charge par les institutions du gouvernement de manière opportune, Ceci met en évidence que la situation de crise alimentaire dans toutes les Communautés indigènes du Département du Chocó est grave et requiert la coordination de toutes les instances gouvernementales pour trouver une solution à cette problématique.

Dans des communiqués précédents, nous avons dénoncé le décès d'enfants par malnutrition, dans cette zone de Haut Andágueda, Commune de Bagadó. Selon nos rapports précis, 52 mineurs sont morts en 2006, 28 en 2007 et 10 au court de l'année 2008 par négligence à l'égard de maladies évitables et curables.

Mais cette même situation est généralisée dans toutes les Communautés indigènes du Département. Les causes sont produites dans quelques zones par la restriction imposée par la Force Publique à l'entrée d'aliments aux Communautés indigènes en alléguant qu'ils sont "pour la guérilla", y compris les repas qui sont pour les restaurants scolaires et les déjeuners infantiles. Dans d'autres zones, ceux pour produire le pain n'ont pas pu être récoltés puisque – les produits " ont attrapé des maladies et ont séchés", quand ceux-ci ne sont pas mangés par les acteurs armés, qui restreignent aussi aux indigènes la possibilité d'aller à leurs propriétés.

Nous ne voulons pas que meurent davantage d'enfants par malnutrition. Cette grave situation démontre le manque de mesures préventives quant à la morbidité maternelle et infantile. Les services de santé n'arrive pas aux Communautés indigènes et les patients ne parviennent pas à arriver aux services tellement les distance sont éloignées et d'accès difficile. Quand ils arrivent à la ville, le décès met un terme à leur patience, mais aussi à la vie des peuples indigènes.

Nous lançons un appel au Gouvernement National, aux institutions des prestataires des services de santé comme à l'ARS (Barrios Unidos) à laquelle sont affiliées les familles de cette localité, aux organismes de contrôle pour qu'on organise un plan de soins d'urgence dans les Communautés indigènes, afin que des investigations soient faites pour permettre d'établir les responsabilités et afin de rendre les services aux peuples indigènes pour prévenir de la maladie et des décès de ces derniers. **(OREWA et Diocèse de Quibdó, 27 mai 2008)**

Au niveau du local : Zone de l'Alto ANDAGUEDA, accompagnement et interventions depuis le centre pastoral indigène du diocèse de Quibdó

Le Diocèse de Quibdó par le biais de la Pastorale Indigène soutient le développement de programmes qui renforce le plan de vie des peuples indigènes dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de pratiques traditionnelles artistiques et de spiritualité ainsi que leur renforcement organisationnel.

Cette zone est approximativement peuplée de cinq mille personnes réparties dans 941 familles et à son tour dans 29 Communautés, 75% de la population sont des enfants. Durant ces dernières années on a pu remarquer la recrudescence de la violence à cause de la présence constante et de la confrontation entre les différents acteurs du conflit armé sur leur territoire. Ce qui a occasionné le déplacement forcé des personnes, la mort de civils pris dans les combats et la détention arbitraire de membres de la communauté comme stigmatisations fréquentes de la part de la force publique. A cela il faut ajouter l'oubli de la part de l'Etat colombien, ce qui a créé de graves conditions de vulnérabilité : grande crise alimentaire et affaiblissement du tissu social, provoquant non seulement le déplacement des populations dans le but de mendier mais aussi la malnutrition des populations, touchant particulièrement les enfants filles et garçons.

Le rôle des autorités civiles au niveau départemental et municipal est divers et complexe : il n'y a pas de dialogue avec l'État parce qu'il n'existe pas de sujet pour échanger ; ce qui existe est une multiple et diverse quantité de fonctionnaires choisis et nommés par décret qui reflètent la non-existence d'un État avec la capacité et la volonté politique pour compromettre dans la recherche de solutions effectives à la crise. Et les espaces de dialogue, sont un essai du manque de volonté et de gestion ; dans la pratique de telles instances, comme par exemple les comités municipaux ou départementaux pour l'attention aux déplacés, sont des scènes inopérantes et inefficaces parce qu'elles n'ont pas capacité de conduire ou volonté d'influencer, ce qui affecte sa crédibilité et efficacité dans la défense des droits des Communautés. Dans les instances d'administration départementale ou municipale des interlocuteurs ne se trouve pas qu'ils soient croyables ou qu'ils jouissent de quelques niveaux de confiance et qu'ils permettent d'avancer dans la résolution de conflits, au contraire ils fortifient un nœud d'indétermination et d'accroissement de la crise sociale et humanitaire

La Santé :

La mort d'enfants indigènes pour cause de maladies banales, prévisibles et curables (comme la diarrhée ou la « toux féroce ») sont quasiment devenu un fait quotidien. Des femmes enceintes subissant des complications au moment de l'accouchement et qui meurent à cause du manque de soins est aussi très courant. Ces exemples montrent que dans le domaine de la santé, les indigènes constituent une population majoritairement affectée non seulement par le manque de soins mais aussi par le fait que les démarches d'affiliation aux différents systèmes de sécurité sociale sont peu claires. Ce qui complique la tâche d'enregistrement et la gestion du dossier quand il faut transférer un patient à un autre niveau d'attention. Voici un exemple qui illustre bien la situation sanitaire de ces communautés : le 24 mai 2008, 23 enfants ayant de graves problèmes de malnutrition et leurs mères furent transférés depuis la communauté d'Aguasal jusqu'à Quibdó. 45 autres enfants restèrent dans la communauté alors qu'ils se trouvaient dans la même situation. Le 26 mai arrivèrent 20 autres enfants, leurs mères, et leurs frères.

Bien que cette situation urgente a été prise en charge par les institutions du gouvernement, la situation de crise alimentaire actuelle qui touche toutes les communautés indigènes du Département du Chocó est préoccupante et requiert la coordination de toutes les instances gouvernementales afin d'apporter une solution à ce problème.

Dans des communiqués la mort d'enfants pour cause de malnutrition fut dénoncée. Selon nos rapports, 52 enfants sont morts en 2006, 28 en 2007 et 15 en 2008 dans la zone de l'Alto Andagueda, Municipalité de Bagado. La cause : le manque d'attention suffisante face aux maladies prévisibles et curables et face à la malnutrition.

Cette situation s'étend à toutes les communautés indigènes du Département. Les causes sont entrain de toucher certaines zones, où les communautés indigènes subissent la restriction alimentaire exercée par l'armée, celle-ci affirmant que ces communautés soutiennent la guérilla. Cette restriction touche même la nourriture à destination des restaurants scolaires et des petits-déjeuners pour enfants.

Dans d'autres zones, certains produits n'ont pu être récoltés à cause des maladies. Sinon, ils sont mangés par les acteurs armés qui empêchent les indigènes d'accéder à leurs terres.

Cette situation préoccupante montre que le manque d'actions tend à favoriser la mortalité infantile. Les communautés indigènes ne reçoivent pas le service de santé et les malades ne parviennent pas à bénéficier des services sanitaires, tant ils sont éloignés et difficiles d'accès.

L'éducation

Tant pour le cas des indigènes que pour le peuple du Chocó, mais surtout pour les communautés rurales, une telle crise se manifeste par divers aspects. Par exemple l'absence de maîtres d'écoles, nommés mais qui refusent d'arriver à leur lieu de travail plaidant le manque de sécurité et la menace des acteurs armés. La majorité d'entre eux reste donc à Quibdó. A cela il faut ajouter le manque d'infrastructures et de matériel pédagogique. Conséquence : beaucoup d'enfants ne finissent pas leur année scolaire, phénomène face auquel les autorités compétentes ne peuvent appliquer de

sanctions correspondantes à cause du manque de contrôle et d'enregistrement du personnel enseignant.

L'argent à destination du droit à l'éducation des peuples indigènes est destiné depuis plusieurs années à d'autres dépenses ou alors des rapports sont présentés mais ils ne correspondent pas à la réalité. Cette situation a été dénoncée mais aucune réponse n'y a été apportée. Des faits de corruption sont vérifiés dans des rapports officiels où apparaissent par exemple les chiffres de scolarisation de 16 000 enfants indigènes quand seulement 3 000 bénéficient du système scolaire. Personne ne sait où va l'argent prévu pour l'éducation des enfants indigènes.

Il nous semble important de développer une stratégie d'intervention avec UNICEF, qui contribuerait à générer des espaces protecteurs pour les enfants et les adolescents, les mettant ainsi à l'abri du conflit armé.

L'organisation OREWA continue d'alerter le gouvernement national afin que celui-ci présente une réelle attention à la crise social et humanitaire à laquelle doivent faire face les communautés indigènes du département. Le gouvernement doit également traiter le thème de l'accès aux systèmes de santé et d'éducation pour les peuples indigènes afin de mettre un terme à cette situation.

Stratégie d'accompagnement depuis le Centre Pastoral Indigène

Le diocèse de Quidbo, à travers la Pastorale Indigène, est présent dans la zone du Haut Andagueda. Et ce au moyen d'une stratégie d'accompagnement des 29 communautés indigènes. Est établie une relation de respect des autorités traditionnelles, avec lesquelles s'effectue la coordination des toutes les activités en route pour soutenir le développement du plan de vie, l'exercice de l'autonomie et l'autodétermination des peuples indigènes.

Conclusion : une réforme des institutions colombiennes et même de la constitution semble indispensable si le département du Chocó veut vivre en paix. La paix n'est pas possible sans développement économique et social. Il est impossible d'avancer dans ce contexte actuel, puisqu'il n'y aucune sécurité alimentaire, aucune santé digne de ce nom (les médicaments sont absents, les soins sont rudimentaires, les centres de soins inadaptés ou délaissés). Au niveau de l'éducation : 14 000 enfants ont besoin d'un programme éducatif, pas forcément celui promu par l'Etat colombien. Les indigènes revendiquent une éducation qui respecte leur culture ancestrale. Le gouvernement doit reconnaître les droits fondamentaux en faveur des indigènes et se doit de mettre en place un programme éducatif spécifique.

Par ailleurs, la résurgence des paramilitaires, impliqués dans le narcotraffic, dans la parapolitique, dans les assassinats ciblés des syndicalistes, journalistes, militants des droits humains et des leaders des communautés, complexifie encore plus le conflit ; de même le fait que les FARC ne souhaitent aucun accord humanitaire avec le gouvernement, ni aucune libération des otages décourage la société civile. La voie du gouvernement qui ne veut régler ce conflit que par les armes, non par la négociation, n'arrange rien. Le conflit risque encore de stagner ainsi au détriment des civils qui sont assassinés sans état d'âme, simplement parce que certains revendiquent leurs droits fondamentaux ou veulent tout simplement vivre en paix.

Ces séjours ne nous auront pas laissée indemnes, mais notre existence est bien paisible comparée à celles des civils colombiens, qui mettent leur vie en périls tous les jours pour des droits que l'on pense définitivement acquis en France...

Ce témoignage permet de montrer que les civils résistent, même si le prix à payer devient de plus en plus pesant. Nous ne devons pas les abandonner. Pensons y.

Sur le livre de photos : <http://www.alterinfos.org/spip.php?article722>

Site de l'ONG Explorer Humanity : <http://www.explorerhumanity.org/>

Infos sur la Colombie : http://risal.collectifs.net/rubrique.php3?id_rubrique=7

Fernand Meunier, Président d'Explorer Humanity août 2009